



STOP AUX MASSACRES À GAZA !

Depuis le 7 octobre, déjà près de 3 000 Palestiniens sont morts dans les bombardements de l'armée israélienne. En une semaine, plus de 720 enfants ont été tués, soit davantage qu'en plus d'un an de guerre en Ukraine. S'y ajoutent le million d'habitants qui fuient le nord de Gaza devant l'invasion imminente par Tsahal. C'est un véritable massacre qui se déroule, prélude probable d'une nouvelle annexion et d'un nouvel exode palestinien.

Israël, État oppresseur et colonial

L'État d'Israël s'est servi des attaques aveugles contre des civils perpétrées par le Hamas, organisation nationaliste obscurantiste, contestée il y a encore quelques semaines par des manifestants palestiniens, pour soumettre la bande de Gaza à un bombardement intense, visant indistinctement hommes, femmes et enfants, les privant d'eau et d'électricité, les terrorisant et les affamant pour les forcer à l'exil.

Le peuple palestinien subit l'oppression depuis 75 ans, chassé de ses terres, dispersé dans tout le Moyen-Orient, éclaté en Palestine sur deux bouts de territoire totalement dépendants d'Israël, entourée de murs et de check-points... Avec la mise en place du gouvernement d'extrême droite de Netanyahu, la colonisation de ses terres n'a fait que s'accélérer. Mais, tant que le peuple palestinien subira destructions, occupations et massacres, le peuple israélien sera condamné à vivre dans un état de guerre permanent.

Des manifestations à Londres, New-York, Tel-Aviv... mais interdites en France !

Les grandes puissances occidentales s'empressent de soutenir Israël et sa politique guerrière. Catherine Colonna, ministre des Affaires étrangères, s'est rendue à Tel Aviv pour « exprimer la solidarité de la France envers Israël ». « Le droit d'Israël à répondre aux attaques terroristes n'est pas contestable et nul ne peut lui dénier son droit à se défendre », a-t-elle

dit. Un blanc-seing pour l'État israélien et le massacre qu'il est en train de perpétrer à Gaza ! Le gouvernement Macron va même jusqu'à interdire toute manifestation de soutien des droits des Palestiniens, prétextant... « un contexte d'une grande violence » et « des risques d'exportation de cette violence [étrangère] sur le sol national » ! Pendant ce temps, la droite et l'extrême droite peuvent tranquillement parader dans le 16^e arrondissement de Paris pour manifester leur soutien à Netanyahu. Mais, dans les pays où il n'y a pas d'interdiction, beaucoup de gens manifestent leur révolte, à Londres, New York ou Madrid. Et même à Tel Aviv, pour réclamer la démission de Netanyahu et le retour des otages. Cela pourrait bien être le début d'une prise de conscience en Israël même que ce dont ont été victimes les civils israéliens est bien un retour de flamme de la politique sioniste du gouvernement, sa politique de guerre et d'oppression du peuple palestinien.

Face aux interdictions, exprimons la solidarité la plus large !

La nécessité de l'heure, c'est bien d'affirmer haut et fort notre solidarité avec les Palestiniens sous les bombes, car c'est aussi encourager en Israël les jeunes qui n'acceptent pas la guerre et qu'on va envoyer expulser et massacrer dans la prochaine offensive terrestre. Et, contrairement à ce qu'affirment les autorités qui interdisent les manifestations, la solidarité avec le peuple palestinien et la défense de ses droits n'a rien à voir ni avec le soutien à l'idéologie et la politique du Hamas, ni avec l'antisémitisme ! En revanche, lundi 9 octobre, c'était bien le Rassemblement national, un parti aux racines notoirement antisémites, qui a défilé avec des députés de la majorité, pour afficher son soutien total à l'État colonialiste israélien ! Et ce sont bien ces mêmes politiciens qui rivalisent de démagogie islamophobe et anti-immigrée en utilisant le crime atroce d'un déséquilibré contre un prof de français.

À bas le massacre en cours à Gaza !
Soutien total au peuple palestinien !

Bienvenue aux camarades du 12^e

Lundi, les collègues du 12^e nous ont rejoint à la suite de la délocalisation de leur bureau.

La Poste a fait une grosse opération immobilière et s'engraisse sur notre dos. Et pour nous, c'est l'entassement, les suppressions d'emplois et les salaires qui restent au sous-sol.

Le point positif est que nous sommes plus nombreux pour lutter et demander des comptes à la direction.

Un sans-gêne

Le directeur parisien est venu déambuler dans le bureau mardi. « Fais pas ci, fais pas ça », « range ton bac d'abord » : il a passé la matinée à nous expliquer comment bosser. Pour lutter contre les situations « accidentogènes » paraît-il.

Mais ce qui menace notre santé, ce sont surtout les 16 emplois qu'il vient de supprimer sur le 11^e et le manque d'espace imposé à tous.

Ma « pôvre » entreprise

Quand des collègues lui ont demandé pourquoi La Poste n'augmente pas les salaires, le directeur parisien a répondu qu'elle ferait faillite !

Quand nous déciderons de nous mettre sérieusement en grève, La Poste trouvera pourtant bien le moyen de nous rendre une partie des milliards qu'elle encaisse.

Débrayage salulaire

À peine ils avaient déménagé dans le 14^e qu'une cinquantaine de collègues du 5^e/13^e ont débrayé pour protester contre la charge de travail lourdement aggravée.

La direction a alors vite trouvé des renforts. Comme quoi, quand on ne se laisse pas faire, elle est capable de trouver des solutions.

Générosité à petite dose

À l'arrivée des collègues du 12^e, il y avait un petit-déjeuner et certains se sont demandé si c'est comme ça tous les jours.

Bah non ! C'était juste pour faire passer la pilule de la réorg. D'ailleurs, il y avait aussi un bon pour aller à la cantine gratos... mais il n'était valable que lundi.

Le logement d'abord ?

Alors que quatre millions de personnes sont mal logées, dont un million qui n'ont pas de logement personnel, la construction de logements ne cesse de ralentir. Pas étonnant que des étudiants se retrouvent à dormir dans leur voiture ou que les bidonvilles explosent.

Une crise aggravée par la multiplication des logements vacants, qui dépassent les trois millions en

2023. Si le gouvernement appliquait la loi de réquisition, il serait largement possible de faire en sorte que plus personne ne dorme dans la rue. Mais dans la société capitaliste, un titre de propriété vaut plus qu'une vie.

17 octobre 1961 : le temps passe, la police reste

Le 17 octobre 1961, dans les rues de Paris, les travailleurs algériens et leurs familles qui protestaient contre le couvre-feu qui leur était imposé ont été réprimés dans le sang par la police : entre 200 et 300 morts (on n'a jamais su les chiffres exacts), la police tirant sur les manifestants, des cadavres jetés dans la Seine, 12 000 arrestations et tabassages dans les commissariats.

Du côté des journaux et de la télévision soutenant le gouvernement, c'était l'omerta. Encore aujourd'hui, de nombreuses associations, syndicats et partis manifestent chaque année pour la reconnaissance de ce crime de l'État français et l'ouverture des archives de la police.

Nous les ouvriers

France 2 a diffusé un reportage, visible en replay, sous forme d'hommage aux ouvrières et ouvriers d'hier et d'aujourd'hui. Il résume 150 ans d'histoire qui ont vu se transformer le travail, avec l'introduction des machines, le travail à la chaîne, les 3x8, mais aussi les contremaîtres, le chronomètre et les cadences infernales... Ce sont les douleurs de machines qui usent les corps. Le reportage n'oublie pas les luttes qui ont marqué l'histoire ouvrière, car rien n'a été donné aux ouvriers : ce sont les grèves qui ont permis de réduire le temps de travail, d'améliorer les salaires. Il témoigne aussi du rôle des immigrés sans qui rien n'aurait été possible.

À travers des images d'archive et actuelles, c'est l'histoire, mais aussi l'actualité de l'exploitation qui est montrée. Avec toujours cinq millions d'ouvriers aujourd'hui en France et deux morts chaque jour dans des accidents du travail. De quoi être fier des luttes et en colère contre cette société capitaliste qui détruit les travailleuses et les travailleurs pour qu'une minorité amasse les profits.

Un conseil : ne rien attendre du gouvernement

La veille de la conférence sociale sur les bas salaires du gouvernement, Elisabeth Borne propose la mise en place d'un « Haut conseil aux rémunérations ». Comme disait un vieux politicien, « si vous voulez enterrer un problème, créez une commission ». Car le maître mot du gouvernement est surtout de ne pas « contraindre » les patrons. Autant dire brasser du vent.

Borne s'indigne des grilles qui démarrent en dessous du Smic. Fallait-il donc une conférence pour demander aux patrons de payer le salaire minimum ?

Pour les augmentations qu'il nous faut, il vaudra mieux compter sur nos grèves.